

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1961 - 2 mars 1995 - 4 F

D 1961 **EL SALVADOR** : CONTRE L'IMPUNITÉ, FÛT-CE D'UN PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Le 15 décembre 1994, le journal de Madrid **El Mundo** publiait un article signé du Père Tojeira, provincial des jésuites d'Amérique centrale. Écrit avant la tumultueuse rencontre organisée deux jours plus tôt par la Maison des Amériques de Madrid en l'honneur des signataires de l'accord de paix de 1992 ayant mis fin à la guerre civile (cf. DIAL D 1660), l'article permet de comprendre pourquoi l'ancien président Cristiani avait été accueilli avec force banderoles, sifflets et quolibets. Dans son texte repris quelques jours plus tard par le journal salvadorien **El Latino**, le provincial des jésuites brosse un portrait extrêmement sévère du président Cristiani aujourd'hui présenté dans l'opinion publique internationale comme un grand artisan de la paix dans son pays. L'enquête sur le massacre des jésuites de l'université de San Salvador, entre autres cas exemplaires, a fait apparaître des collusions à très haut niveau de l'État (cf. DIAL D 1772).

Texte tiré de **Carta a las Iglesias** du 16-31 décembre 1994.

Note DIAL

TROMPERIE SUR LE SALVADOR

par José María Tojeira, s.j.

Ces jours-ci à Madrid, la *Casa de las Américas* a invité, entre autres, l'ancien président Cristiani pour qu'il expose son point de vue sur le processus de paix salvadorien. Vu la tendance à nous présenter ce personnage comme un symbole de la paix à El Salvador, j'estime que, pour la compréhension politique de ce pays comme de son processus de paix, il est important d'apporter quelques éclaircissements.

L'ancien président Cristiani a la réputation d'être un homme de la droite modérée qui a réussi à doubler son parti d'extrême-droite (le fondateur et directeur du Parti ARENA - Alliance républicaine nationaliste - jusqu'à sa mort en 1992, était le major D'Aubuisson, l'assassin de Mgr Romero), et à signer la paix à El Salvador. Cette réputation lui vient pour une bonne part des gouvernements intéressés à l'instauration de la paix, dans leur conviction que cela renforçait leur démarche. Il importe cependant, sur ce point, d'ouvrir la voie à une plus grande vérité, fâcheusement devenue évidente il n'y a pas si longtemps.

L'ancien président Cristiani est un homme intelligent, mais il n'est pas un modéré. Nous pourrions rappeler les images, vues par les téléspectateurs salvadoriens, le montrant en pleurs à l'enterrement du major D'Aubuisson alors qu'il lui remettait la plus haute décoration nationale. Mais ce sont là des *peanuts*, comme disent communément nos voisins du Nord.

L'ancien président Cristiani est l'ami et le protecteur de personnes qui devraient comparaître en justice pour assassinat. Pour être plus concret, l'ami des commanditaires de l'assassinat des six jésuites de l'Université centro-américaine José Simeón Cañas. La commission de la vérité (créée par les Nations unies dans le cadre des accords de paix pour enquêter et faire la lumière sur les violations des droits de l'homme) a établi avec certitude que le ministre et le vice-ministre de la défense à l'époque de la présidence Cristiani, ont donné l'ordre d'assassiner Ellacuría et ses compagnons.

Dans le rapport de la commission de la vérité on lit que les militaires impliqués dans l'exécution de l'assassinat des jésuites ont accusé le colonel Ponce, à l'époque chef d'état-major (promu général par la suite et devenu ministre de la défense), devant une commission d'honneur civico-militaire instaurée par le président de la République et sous sa dépendance. Contrôlée par le président Cristiani, cette commission a caché le nom de Ponce et est allée jusqu'à changer les déclarations écrites de certains militaires qui mentionnaient leur chef d'état-major. La commission de la vérité a même établi que l'avocat Rodolfo Parker a été celui qui s'est chargé de modifier les déclarations des militaires détenus. Cet avocat a conservé sa place à des postes de confiance du président Cristiani.

Alors même qu'on connaissait déjà les noms complets de ces Ponce, Zepeda et Montano, ainsi que les accusations d'assassinat et de dissimulation pesant sur eux ("*preuve substantielle*" et "*preuve totale*", dit respectivement la commission de la vérité), le président Cristiani n'a pas hésité à les promouvoir au grade de général de division pour qu'ils jouissent d'une retraite au niveau maximal. Ponce a été intégré comme conseiller dans le *staff* de direction de la nouvelle association présidée par M. Cristiani, "Fundapaz", récemment créée et destinée à la promotion de la paix dans le pays. De sorte que nous voici en présence de ce paradoxe: celui qui a donné l'ordre d'assassiner Ellacuría - authentique témoin de la paix à El Salvador - est aujourd'hui conseiller d'une institution appliquée à la promotion de la paix.

La *Casa de las Américas*, dans ce contexte, a choisi comme accompagnateur de M. Cristiani pour ces conférences l'actuel ministre des affaires extérieures d'El Salvador, M. Santamaría, ancien ministre de la présidence à l'époque Cristiani. Le même qui, dans une lettre à la commission de la vérité datée du 18 novembre 1992 et signée conjointement par le général Ponce, déclarait que "*nous estimons qu'il est fondamental d'omettre les noms des personnes*" dans le rapport de ladite commission.

Les déclarations de plusieurs colonels devant la commission de la vérité (éléments qui n'ont pas encore été rendus accessibles au public) apportent des versions bien plus inquiétantes. Elles affirment que, le 15 novembre 1989, il y a eu une réunion de tous les chefs militaires en charge de la défense de la capitale San Salvador. Au cours de cette réunion il a été dit que "*l'autorisation était donnée de procéder à l'élimination de têtes, de syndicalistes et de membres reconnus du FMLN dans leurs respectifs secteurs de responsabilité*". Le général Larios, alors ministre de la défense, a déclaré qu'il allait consulter le président sur cet ordre et que, "*s'il y a contrordre, vous en serez avisés*". Il est évident que le colonel Benavides, l'exécutant de l'ordre d'éliminer des têtes, en l'occurrence des jésuites, n'a pas reçu de contrordre. (Les passages entre guillemets sont tirés des déclarations manuscrites d'un colonel devant la commission de la vérité.)

L'évocation des massacres, qui ont fait l'objet d'enquête durant la présidence Cristiani mais commis antérieurement, permet d'illustrer un peu plus la situation. Dans le cas du massacre d'El Mozote¹ où, selon le témoignage des enquêteurs judiciaires, ont été retrouvés - enfermés dans une maison et abattus à l'arme à feu - les cadavres de 131 enfants dont l'âge moyen était de six ans, M. Cristiani n'a pas remué le petit doigt en faveur de la vérité. Tout comme dans d'autres cas de cruautés semblables, il préférerait l'amnistie, qui dissimule, à la transparence chirurgicale de la vérité. Il fallait, selon lui, oublier la barbarie pour pouvoir se réconcilier. Sans nécessité de vérité ni de justice.

¹ Cf. DIAL D 1774 (NdT).

M. Cristiani, déjà riche au début, a terminé sa présidence en étant devenu l'une des personnes les plus riches d'El Salvador. La privatisation des banques a fait de lui l'un des principaux actionnaires de la Banque Cuscatlán, il a réparti entre ses amis l'argent des attributions budgétaires confidentielles de la présidence de la République, et il s'est construit une maison estimée à plus d'un million de dollars. Quelques-uns de ses collaborateurs politiques ont construit des maisons du même prix dans le même quartier. Mais cela ne vaut pas la peine d'insister sur ce point vu la bienveillance avec laquelle la classe politique, quasiment partout, considère le phénomène de la corruption dans ses rangs.

Corrompu, complice ou garant d'assassins certes, pourrait-on nous répliquer, mais cheville ouvrière de la signature de l'accord de paix à El Salvador. Sans lui en retirer le mérite, il faudrait cependant ajouter ceci. Le peuple salvadorien voulait la paix, de sorte que, à défaut d'avancées en ce sens, il était peu probable que l'Alliance républicaine nationaliste (ARENA) reste au pouvoir lors des élections à venir² sans fraude trop spectaculaire. D'Aubuisson lui-même avait fini par donner son aval aux négociations de paix. L'Église catholique faisait pression depuis de nombreuses années pour une paix négociée. Dans l'armée, il y avait des gens fatigués de la guerre. Les États-Unis, qui soutenaient financièrement le conflit, et les pays amis faisaient pression dans le même sens. Le "cas jésuites", en plus de tant de sang versé, a entraîné une telle déconsidération de l'armée qu'il en a ébranlé le moral et la cohésion interne.

M. Cristiani n'avait pas besoin d'être bon, il lui suffisait d'être intelligent, pour accepter la voie incontournable de la paix. La guérilla, pour sa part, avait un besoin et une volonté de paix tellement évidents que cela n'exigeait pas trop de concessions de la part du gouvernement dans les négociations.

Présenter aujourd'hui l'ancien président Cristiani comme protagoniste de la paix c'est tromper l'opinion publique. Plus grave encore, c'est accepter comme modèle éventuel d'homme politique en Amérique latine un personnage notoirement immoral.

C'est une bonne chose qu'il arrive en Espagne avec un groupe qui parlera d'El Salvador. Les accords de paix portent sa signature. Mais on rendrait un bien maigre service à l'opinion publique espagnole en ne lui présentant pas la politique latino-américaine dans sa complexité. On célèbre souvent devant elle les contributions historiques des individus, mais en sautant par dessus le plan de la moralité objective et en taisant les mérites de ceux qui sont morts loin au delà des frontières de "l'ordre établi". Ce n'est pas ici affaire de personnes. Plus simplement nous pensons que se taire ferait de nous des complices dans l'iniquité d'une dissimulation, déjà palpable, de la réalité salvadorienne.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 395 F - Étranger 440 F - Avion Amérique latine 500 F - USA-Canada-Afrique 490 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL

² Les élections de mars-avril 1994 qui ont vu la victoire de l'ARENA avec son candidat Armando Calderón Sol à la présidence de la République (NdT).